Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 136 (1991)
Heft: 3

Artikel: D'une défense à l'autre
Autor: Arnaud de Foiard, Paul
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345076

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

D'une défense à l'autre

par le général Paul-Arnaud de Foïard*

L'accélération

Tel un homme qui verrait son ombre se détacher de lui et s'en éloigner sans qu'il parvienne à la rattraper, notre société semble assister au galop de l'évolution sans parvenir à en maîtriser les conséquences. Jadis, nos façons de vivre étaient en harmonie avec nos possibilités matérielles, car les sciences de la matière évoluaient lentement et le temps permettait une sage adaptation. Puis, voici moins d'un siècle, les progrès scientifiques et techniques s'emballèrent, bouleversant nos conditions de travail, de loisir, de vie familiale, d'éducation, de défense contre les agressions de la nature et des hommes. Surtout, nos possibilités de communication changèrent de nature, contractant l'espace de notre planète, réduisant le temps de nos déplacements et de nos rythmes de vie, décloisonnant notre monde, amplifiant l'ampleur et l'écho des mouvements d'idées, conférant ainsi aux opinions publiques une puissance à laquelle les dirigeants du monde durent se soumettre. Tout alla si vite que l'inertie de nos capacités d'adaptation ne nous permit plus de suivre la marche des choses. A notre insu, notre ombre s'éloignait, rendant notre existence irréelle, incontrôlée.

Le domaine de la défense n'échappe pas à cette mutation. Alors, par exemple, que nous nous étions dotés de moyens de destruction si puissants qu'ils interdisaient la poursuite de la politique par l'emploi de la force des armes, mettant ainsi un frein puissant à nos instincts guerriers, les plus grandes nations du monde, figées dans l'inertie des errements du passé, continuèrent à les compter parmi les moyens utilisables en les intégrant dans de savants calculs de rapports de forces. Elles entassèrent ainsi des arsenaux nucléaires monstrueux, d'une redondance suicidaire plusieurs fois inutile. A peine aujourd'hui prenons-nous conscience de cette erreur. Mais, au même moment, nous continuons de concevoir l'avenir de notre politique de défense dans le prolongement de celle du passé en persistant à ignorer des données déterminantes de son évolution. Pourtant, en quelques domaines essentiels, scientifique et technique, idéologique et culturel, démographique et enfin géostratégique, nous subissons des contraintes qu'il serait inconséquent d'ignorer.

Sciences et techniques

Sur le plan scientifique et technique, il ne s'agit plus de vitesse mais d'accélération du rythme du progrès. Dans les domaines de la biologie, de la génétique et de l'astrophysique, des découvertes considérables sont en instance. Demain, l'automatisation des tâches les plus complexes, la généralisation de l'informatique, les immenses champs d'application de l'intelligence artificielle, puis l'électronique moléculaire, vont à nouveau bouleverser les conditions de vie de nos sociétés. Le développement des services et du travail à domicile, l'importance des temps de loisirs, le renforcement des exigences en protections de toutes natures, la submersion par une information et une désinformation permanentes vont bouleverser les structures sociales traditionnelles sur lesquelles reposait la cohésion des nations. Seules les plus fortes y résisteront, rendant les autres d'autant plus vulnérables aux manifestations des volontés de puissance et de domination, qui seront toujours les moteurs des relations internationales. Car la nature humaine, elle, demeure inchangée.

Par ailleurs, l'accroissement de nos potentialités dévastatrices, la prolifération nucléaire, l'arrivée possible de nouvelles armes aux effets terrifiants pouvant, par exemple, utiliser des effets de rayonnement capables d'inhiber les fonctions cérébrales, imposeront de plus stricte façon

* Ancien commandant de ce que nous appelons communément ici l'«Ecole de Guerre de Paris».

le blocage de toute velléité de conflit paroxysmique. Cependant que la sophistication des armements classiques, démultipliera l'efficacité des affrontements militaires, conférant aux inéluctables explosions de violence une intensité meurtrière accrue.

Idéologie et culture

De son côté, l'«infrastructure» idéologique et culturelle, dont Gramsci a si lumineusement mis en valeur l'importance au début de ce siècle, est appelée à jouer un rôle renforcé en raison de l'hyperpuissance des moyens de diffusion des idées, et notamment de la machinerie médiatique. La surprenante disparition du terrorisme intellectuel exercé durant trois quarts de siècle par le collectivisme marxiste est, certes, un événement considérable, mais qui précède vraisemblablement une évolution idéologique d'une égale ampleur. Elle traduira l'inadaptation de plus en plus patente des sociétés libérales à satisfaire aux exigences humaines. Il n'est que de constater le rejet du capitalisme manifesté par les hommes qui viennent d'être libérés du servage communiste. N'en déplaise à M. Fukuyama, nous ne vivons pas la fin de l'histoire par la grâce du triomphe de l'individualisme libéral, nous entrons dans une autre phase de notre histoire, sans que nous sachions ce qu'elle sera.

La cause principale de ce vide idéologique en Occident est sans doute la carence en valeurs humaines motivantes qui constituent le socle de tout projet de société. Sous l'effet des toxines sécrétées par leur facilité d'existence, les sociétés libérales de consommation ont en effet été conduites à abandonner les astreintes morales ainsi que les valeurs rigoureuses de culte de l'effort et du travail, de solidarité, qui les armaient jusqu'alors contre les aléas du destin et assuraient l'équilibre de leurs organisations sociales. Ces valeurs ont été remplacées par la prééminence de l'exclusif souci de soi-même, et de la jouissance de la vie. Le sens civique et la motivation de défense se sont ainsi nécrosés. En outre, le culte du profit financier, de l'argent, moyen par excellence d'accès à la «vie facile», s'est dès lors imposé comme la motivation première des hommes appartenant aux sociétés développées. Toute leur activité sociale est soumise à cet impératif, lequel a remplacé l'intérêt de l'œuvre accomplie ou la qualité du service rendu. Mais, pas plus aujourd'hui qu'hier, le culte du veau d'or n'apporte de réponse satisfaisante à la recherche sur le sens de notre existence. Ainsi que le montre l'observation de la dérive de notre société, il engendre davantage d'envies insatisfaites qu'il n'apaise les esprits. Il conduit les jeunes générations au constat d'une vacuité désespérante et provoque le rejet de ce type de société. Il reste donc à découvrir le type d'organisation sociale assurant le juste équilibre entre la liberté individuelle et les astreintes collectives, entre l'abandon au plaisir de vivre et le sens de notre destinée humaine.

Par ailleurs, l'inégalité grandissante du partage des richesses du monde, jointe à la mutation de puissance des moyens de communication, a rapproché de façon explosive des masses humaines aux aspirations antagonistes. Les unes, fortes du dynamisme nécessaire au besoin de survivre, exigent l'accès aux facilités de vie et le partage des richesses dont l'étalage excite leur convoitise. Les autres, affaiblies par leur abandon à des conditions émollientes d'existence, subissent la pression des peuples démunis, cherchant en une superficielle générosité à conforter leur équilibre culturel culpabilisé. Tandis que l'ampleur des mouvements d'idées et de populations attise l'effervescence des besoins et des envies.

De surcroît, le fondement de notre civilisation occidentale judéo-chrétienne se trouve actuellement confronté à une double menace. Il s'agit, d'une part, du dynamisme messianique d'une civilisation inspirée par la religion islamique, qui ne fait mystère ni de sa nature ni de ses intentions. Intrinsèquement intolérant, se présentant comme une conception de la cité, l'«Ouma», prescrivant d'imposer de façon totalitaire sa loi, la «Charia», et de tenir en tutelle les hommes qui ne relèvent pas de lui, récusant toute soumission à toute autre forme de civilisation ou de société, l'islam affirme sa volonté d'hégémonie mondiale. Poursuivant depuis le VIIIe siècle son expansion, il ceinture actuellement le globe de la corne occidentale de l'Afrique à l'Indonésie. Le «Dar el Islam», la maison de

l'islam, menace actuellement d'encerclement l'Europe occidentale de l'Atlantique à l'Oural. Et ce serait un aveuglement suicidaire de persister à ignorer que notre logique de partage et de compromis ainsi que nos élans œcuméniques sont vides de tout sens pour les théologiens islamiques. Ils ne consentent à négocier qu'autant qu'ils ne disposent pas de la force leur permettant d'imposer leur volonté, et seul alors est négociable ce qu'ils ne possèdent pas encore.

Il s'agit d'autre part de la menace d'expansion discrète et sous de multiples formes d'un type informulé de civilisation matérialiste. Enfantée aux Etats-Unis d'Amérique au début de ce siècle, elle a pour but d'instaurer un ordre mondial visant à promouvoir l'épanouissement de l'humanité par le culte du progrès scientifique et de l'abondance économique. De très puissants groupes de pression financiers internationaux, relayant leur action à travers des organismes tels la Pilgrims Society, le Bildelberg Group, le CFR ou la Trilatérale, ou d'efficaces agents d'influence tel feu Jean Monnet, sont les animateurs de cet ordre mondialiste dont le succès passe par la dévaluation du rôle des structures nationales. Dans le cadre de l'Europe en gestation, cette conception supranationale correspond aux orientations de la Commission de Bruxelles, s'opposant en cela à l'attachement passionné au cadre national manifesté tant par de grands pays, telles la Grande-Bretagne et l'Allemagne réunifiée, que par des peuples récemment affranchis de la tutelle de l'Empire soviétique.

Démographie

De considérables déséquilibres démographiques, mis en évidence par des hommes tels qu'Alfred Sauvy, viennent encore assombrir nos perspectives d'avenir. Au cours du XIXe siècle, la population de l'Europe et de l'Amérique fut en pleine expansion, passant de 186 à 466 millions d'individus. En 1900, elle représentait près de 35% d'une population mondiale d'environ un milliard et demi d'hommes. De surcroît jeune, dynamique, maîtrisant les sciences et les techniques, elle dominait la planète. Durant le XXe siècle, le taux de natalité des hommes de race blanche s'effondra pour se situer actuellement autour de 1,5%, ce qui assure à peine le recomplètement de leur population. Mais, au même moment, la démographie du tiers monde explosait avec un taux de natalité supérieur à 4%. A l'aube du XXIe siècle, les hommes de race blanche ne représentent déjà plus que 20% des six milliards d'êtres humains et, à moins d'un renversement révolutionnaire de natalité, en 2025 ce chiffre tombera à 15%, et il s'agira, de surcroît, d'une population vieillissante. Nous vivons donc actuellement sous une menace de submersion par un déferlement d'hommes jeunes, démunis, pour la plupart fanatisés et avides, sans aucun trouble de conscience, de prendre leur revanche de l'exploitation et des blessures d'amour-propre dont leurs pères ont pu être hier l'objet.

Pour ce qui concerne la France, l'aspect le plus inquiétant de cette alarmante situation démographique réside dans la montée en puissance des masses islamiques dont l'agressivité idéologique vient d'être évoquée. Leur taux moyen de natalité est de 4,2% alors que celui du restant du tiers monde n'est que de 3,2%. Approchant aujourd'hui le milliard d'hommes, la population du monde musulman aura doublé en trente ans. Vers l'an 2020, le quart de l'humanité sera alors sous l'influence de l'islam. Constituant l'environnement méridional de notre bassin méditerranéen, alors qu'elle est déjà profondément infiltrée au sein même de notre nation, le risque que représente cette marée conquérante déborde largement le cadre de nos rivalités de politique intérieure. Elle constitue une menace stratégique imminente contre notre civilisation, dont nous semblons vouloir ignorer la gravité.

Géostratégie

Enfin, dans le domaine géostratégique, sans doute est-il inutile d'insister sur l'importance des bouleversements en cours. La complète reconversion de la stratégie soviétique imposée par l'évidence de la faillite économique et humaine du système totalitaire collectiviste, a fait éclater l'Empire. Mais nul ne sait encore comment se recomposeront les pièces éparses du puzzle. La recherche d'union européenne, condui-

te par la Commission de Bruxelles, s'en trouve profondément perturbée. La Grande Allemagne subit en effet une forte attraction vers la Russie, qui permit sa réunification et lui ouvre la perspective de vastes marchés à la mesure de sa puissante économie. Cependant que cette même Russie, dont l'avenir dépend de l'influence qu'elle exercera au sein de l'Europe occidentale, ne peut que préparer les conditions lui permettant d'encaisser les dividendes du risque énorme qu'elle a pris en inversant sa stratégie. Cependant, les nations de l'Europe centrale, cédant à leurs penchants historiques, cherchent à retrouver leur influence passée. Notre Europe apparaît donc semblable à une équation irrésolue à multiples inconnues dont le sort dépend des décideurs disposant des moyens d'agir: l'Allemagne, la Russie et les Etats-Unis d'Amérique. Par ailleurs, si l'acuité de l'affrontement Est-Ouest s'est temporairement estompée, les oppositions Nord-Sud manifestent leur montée en puissance. Tandis que l'Orient surpeuplé, dynamique, travailleur et créatif, voit venir le moment d'imposer à son tour sa volonté à l'Occident. Nous savons déjà que le XXIe siècle sera celui de la manifestation du «péril jaune».

Défense militaire

Notre planète, rétrécie, décloisonnée, soumise aux tempêtes des effervescences idéologiques et des hautes pressions démographiques, subissant l'accélération des mutations technologiques et les déséquilibres de profondes transformations stratégiques, pose aux nations un problème de défense entièrement nouveau, transformé par l'évolution des risques auxquels il convient de faire face. Sur le plan militaire, qui jusqu'alors supportait l'essentiel de la charge de défense, ainsi qu'en témoigne l'activité du ministère qui porte ce nom, la nécessité du changement a été perçue. Nous savons depuis un demi-siècle que l'emploi paroxysmique de la force n'est plus un moyen d'action stratégique, bien que nous n'en ayons pas toujours tiré toutes les conséquences. Des conversations sur la réduction des armements stratégiques s'attachent à pallier l'erreur de l'entassement d'arsenaux inutiles. Cependant, s'il est évident que la dissuasion est pour toute puissance atomique le fondement imposé de sa politique de défense, la prolifération incontrôlée des armements nucléaires, au même titre que celle des armes chimiques et biologiques, inclut le risque de l'utilisation de ces moyens par des dirigeants obéissant à une autre logique que celle de la raison. S'il semble donc acquis, à terme envisageable, que l'ère des grands conflits mondiaux est achevée, tant en raison de l'efficacité de la dissuasion nucléaire que de la réduction momentanée de la tension Est-Ouest, il apparaît désormais indispensable de disposer d'une organisation internationale de défense permettant de contrôler les risques que pourraient faire courir à l'humanité des chefs d'Etat irresponsables, disposant des moyens de provoquer un embrasement mondial cataclysmique!

Pour ce qui concerne notre pays, la France, il apparaît en outre indispensable de nous prémunir contre les conséquences des affrontements possibles, sinon probables, dans une Europe au sein de laquelle les tensions ethniques, démographiques et religieuses, les tracés frontaliers artificiels, tel celui du nord de l'ancienne Prusse orientale, constituent des causes de profonds déséquilibres dans les relations entre de nombreux Etats. Il convient par conséquent de nous ménager sur le théâtre européen la disponibilité des moyens militaires permettant de faire face à des crises aiguës. La réduction envisagée de l'importance du corps de bataille aéroterrestre destiné à affronter une menace soviétique évanescente doit donc réserver la possibilité de manifester, en cas de besoin, notre détermination à préserver tant nos intérêts que l'efficacité de notre volonté dissuasive.

Par contre les risques de conflits au large des sanctuaires des puissances majeures protégées par la dissuasion nucléaire semblent devoir aller en croissant. Cette éventualité provient des hautes pressions idéologiques et culturelles, conjuguées avec les déséquilibres économiques et démographiques précédemment évoqués, qui attisent les foyers de tensions Nord-Sud. Ces tensions se manifestent par la montée des exigences de partage des pays

du tiers monde ainsi que par leur rôle de relais dans l'affrontement indirect des grandes puissances attirées par les réserves en matières premières et la valeur des marchés potentiels qu'ils représentent. De surcroît, la considérable montée en puissance des capacités militaires de ces pays, le caractère passionné des relations qu'ils entretiennent, accroissent la probabilité de déclenchement de tels conflits, dont l'intensité peut être à la mesure de l'efficacité des armements modernes. Ces flambées de violence seront cependant contraintes de demeurer localisées dans l'espace et le temps, en raison de la nécessité de contrôler les risques que pourrait inclure leur développement.

Notre politique militaire de défense est donc contrainte à une réorganisation destinée à modifier les priorités de nos capacités opérationnelles. L'intervention extérieure passe désormais avant le blocage d'une invraisemblable agression frontale. Les moyens qui étaient jusqu'alors destinés à cette fonction sont donc appelés à être allégés, mais avec le discernement qu'impose l'inconnu de l'évolution de la situation en Europe. Quant à la montée en puissance des moyens d'action extérieure, dont le critère principal d'efficacité est la rapidité de réaction, elle est déjà sérieusement amorcée.

Défense générale

Mais la réorganisation la plus importante et la plus urgente n'est pas celle de la défense militaire. Elle concerne la défense générale, jusqu'alors quasi inexistante, et dont la nécessité s'impose aujourd'hui. En effet, une des caractéristiques capitales de notre époque est l'évolution de l'importance relative des moyens d'action de la stratégie générale. La force des armes a cédé sa suprématie, certes à la puissance économique et financière, mais, surtout, à la puissance culturelle et idéologique relayée par la puissance médiatique. Il en résulte que les risques majeurs pesant actuellement sur le destin de notre cité sont moins ceux provenant d'explosions militaires extérieures que ceux d'implosions internes sous les chocs: du terrorisme, principalement dans le cadre des agressions Nord-Sud, de la subversion, moyen naturel de développement des affrontements idéologiques, de la submersion démographique exploitant notre faiblesse en ce domaine, et, enfin, de la dislocation de nos structures de cohésion nationale, sous l'effet tant de la subversion que de notre carence en valeurs toniques de société.

Les parades à ces menaces d'implosion interne pourraient sembler relever de la vie politique courante de la nation. C'était le cas jusqu'à présent, la défense ne prenant en charge que les agressions extérieures. Mais, la nature et la gravité des menaces qui se développent actuellement à l'intérieur même du pays ont créé une situation différente. L'aggravation du terrorisme, dont il n'est pas exclu qu'il n'en vienne à utiliser des moyens de destruction massive, chimiques, biologiques, voire nucléaires, la subversion et la submersion par infiltration, légale ou clandestine, susceptibles de provoquer des troubles insurrectionnels au sein de nos concentrations urbaines ou de tenter de paralyser en surface des moyens indispensables à la vie du pays, tels les réseaux de transport ou de distribution d'énergie, l'apathie civique de citoyens enclins à la passivité face aux agressions, tous ces risques graves réclament des mesures appropriées de défense. Nul gouvernement ne peut négliger de les prévoir sans faillir à sa responsabilité première de garant de la sécurité du pays. Ce d'autant qu'il s'agit non seulement de la préservation des biens et des personnes, mais de celle de notre civilisation elle-même, c'est-à-dire de la liberté fondamentale des citoyens de choisir dans quel genre de société ils entendent vivre.

Il est évident qu'en démocratie ce choix fondamental relève de la politique générale et de l'expression du suffrage universel. La défense générale ne peut être confondue avec la politique générale et, bien qu'elle lui soit étroitement intégrée, elle lui est subordonnée. Cette distinction réclame une attention particulière, en raison de la superposition permanente des agressions internes avec la vie courante. Les manifestations de cette imbrication sont quotidiennes, qu'il s'agisse de la propagande subversive, dont un des moyens d'action essentiels est la désinformation, couramment utilisée par ailleurs dans le cadre de la liberté d'expres-

sion de l'activité médiatique, ou qu'il s'agisse des facilités offertes aux activités de déstructuration de la cohésion nationale et aux actions de terrorisme par les conditions d'existence propres aux «pays de liberté». Une des difficultés essentielles de la défense générale consiste donc, en fait, à faire face aux vulnérabilités engendrées par la pratique de la liberté, alors que cette dernière ne peut être défendue en étant sacrifiée.

Le domaine de la défense générale demande donc à être méticuleusement délimité. L'éclatement des cloisons de notre planète et l'intensité des courants de communication de toutes natures qui y règnent imposent qu'il faille désormais tout autant défendre un patrimoine culturel que des biens matériels. Mais il s'agit, sans doute, moins de mettre en place des organisations nouvelles ou des structures spécifiques que de créer les conditions capables de provoquer les motivations profondes, les intimes convictions permettant de renforcer les facteurs de cohésion de la nation. En amont du sens civique et de l'esprit de défense, il s'agit d'engendrer un courant culturel dominant qui donne son sens à l'existence de la collectivité et au genre de vie qu'elle représente. La plupart des grands domaines de vie de la nation, l'éducation nationale, les médias, la politique sociale et familiale, les activités intellectuelles et artistiques, l'attitude à l'égard de la dimension spirituelle de l'homme, tout ce qui relève de la vie de l'esprit, se trouve dès lors impliqué dans une telle entreprise. La globalité de la défense apparaît ainsi dans toute son ampleur.

A l'évidence, la responsabilité de la définition de cette politique ne peut que se situer au niveau de la Direction Générale de l'Etat, la conduite relevant d'une structure gouvernementale adaptée. L'efficacité de l'action de cet authentique Ministère de la défense est liée au soutien de l'opinion publique, rendue consciente des risques auxquels il convient de faire face. Bien évidemment, le Ministère des armées devrait en être une composante, car non seulement les forces armées sont par nature concernées par tout effort de défense, mais elles peuvent, dans le domaine de la défense générale, exercer une action des plus bénéfiques.

Rôle des armées dans la défense générale

Sens et culte de l'effort, désintéressement, disponibilité, abnégation sont en effet les bases de l'éthique spécifique du métier des armes. Proposer à la nation de les partager, allant en cela à l'encontre de l'état d'esprit général actuel, pour lequel ces vertus sont tombées en désuétude, constitue une participation des plus efficaces à l'effort de défense qu'il est indispensable d'entreprendre. Car il importe de savoir et de faire savoir que, sans ces vertus, toute politique de défense réduite à des pourcentages budgétaires et à des données matérielles et techniques, est d'une efficacité nulle. Il est illusoire d'imaginer qu'il soit possible de défendre un pays à son insu, contre son gré et, à fortiori, contre lui-même.

C'est la raison pour laquelle toute conception de défense militaire fondée sur la professionnalisation des armées relève d'une situation dépassée, en ne prenant en compte que des réactions militaires contre des agressions extérieures. Aujourd'hui, la défense doit faire face à des risques internes, mettant à l'épreuve la solidité de la cohésion nationale. Par exemple, dans l'hypothèse d'une crise aiguë ayant pour finalité de tester notre détermination dissuasive, la fermeté de comportement de la population conditionnerait l'efficacité de la défense, tout autant que les mégatonnes des ogives nucléaires. La qualité d'une défense repose de nos jours tout autant, sinon davantage, sur le courage moral que sur le courage physique, et aucune société vivant dans le confort ne peut être certaine d'en disposer, sans consentir l'effort de son acquisition.

Toutefois, la participation des citoyens à la défense ne peut se concevoir sous la forme que revêt actuellement le service national. Malgré les réformes dont il peut être l'objet, sa conception générale du moment constitue sans doute le principal obstacle à l'évolution nécessaire. Une organisation entièrement nouvelle est indispensable. Sans qu'il puisse être question de résoudre ici un tel problème, qu'il suffise de dire qu'elle ne doit plus être une brève étape dans la vie des citoyens, mais leur

intégration dans les activités de défense de la nation. Débutant vers la fin des cycles d'études, dans le cadre d'activités dynamiques et attractives, conduites en liaison avec l'éducation nationale, une première phase d'intégration devrait permettre d'ouvrir la jeunesse à la connaissance des risques pesant sur le destin de notre société. Elle devrait se poursuivre ultérieurement par des activités épisodiques dans le cadre d'unités de «réservistes», ayant pour vocation de faire face aux risques de toutes natures pouvant frapper la nation, qu'il s'agisse de déployer des dispositifs de sécurité sur de vastes zones pour protéger des installations sensibles, ou de réactions de défense contre des actions subversives armées, ou encore d'interventions en cas de catastrophes naturelles.

Entre ces deux phases, des citoyens volontaires, en nombre suffisant pour ne pas être symbolique, pouvant bénéficier d'avantages particuliers, devraient être appelés à prendre rang dans les unités des forces chargées d'assurer la permanence de la défense militaire du pays. Cela ne présume en rien du besoin en professionnels de haut niveau, nécessaires à l'efficacité opérationnelle de notre armée. Mais il est indispensable que tous les citoyens puissent être appelés à participer, lorsque cela est nécessaire, à la mise en œuvre de nos armes, car l'honneur du sang versé au service du pays ne doit être ni l'apanage d'une caste de chevalier des temps modernes dont ce serait le métier d'accepter de se faire tuer, ni le fait de mercenaires acceptant de tuer ou de se faire tuer par simple intérêt matériel. Dans une société évoluée, le métier des armes ne peut procéder que d'une exigence morale: le dévouement au service d'autrui.

Conclusions

Constatons pour conclure que de nombreux indices indiquent que nous sommes parvenus à un carrefour de l'histoire de l'humanité. Dans le domaine de la défense, une organisation nouvelle des forces en présence transforme les grands équilibres du monde et les risques auxquels il faut faire face.

En Orient, des masses humaines considérables, maîtrisant désormais les sciences et les techniques, s'apprêtent à imposer leur puissance. La richesse de leur capital génétique, leur humus culturel confucéen, composé du culte de la valorisation personnelle et de l'effort, de celui des racines ancestrales et de l'autorité, renforcent leur efficacité et leur compétitivité.

De leur côté, la masse des peuples sous-développés, conscients de la puissance de leur démographie, de l'importance des réserves naturelles qu'ils détiennent, de la valeur de leur patrimoine culturel, exigent une redistribution des richesses et du pouvoir de décision entre les nations. Pour y parvenir, utilisant le décloisonnement du monde, ils jouent des moyens modernes d'action leur permettant de s'affranchir des rapports physiques de force, telles la puissance des courants d'opinion, la manipulation idéologique et l'action terroriste.

Le monde occidental, enfin, émerge d'un siècle dominé par le règne des idéologies totalitaires marxiste et national-socialiste. Il fut marqué par le cortège de ravages et de crimes contre l'humanité dont s'accompagne toujours la prétention de l'homme d'imposer ses systèmes intellectuels à l'équilibre naturel des choses. L'Occident blanc aborde le XXIe siècle en donnant des signes inquiétants de vulnérabilité. Sa démographie s'effondre et sa population vieillit. Son système dominant de société, le libéralisme capitaliste, contesté par une partie importante de sa population, donne d'inquiétants signes de faiblesse, dont le moindre n'est pas l'importance croissante conférée à l'enrichissement par spéculation financière par rapport à la production de richesses réelles issues du travail des entreprises. Mais, surtout, les assises culturelles des sociétés libérales chancellent par rejet des valeurs toniques de société, tandis que la vie politique, soumise aux contraintes de la puissance médiatique et de sa perversion, la désinformation, s'apparente fréquemment à un jeu d'apparence dans

la confusion entre démocratie et démagogie.

Il semble donc que, dans le contexte mondial actuel, notre civilisation judéo-chrétienne occidentale n'ait que l'apparence de la solidité. Les poutres maîtresses de son édifice semblent rongées par d'invisibles termites. Son avenir dépend de l'aptitude des hommes qui la constituent à effectuer un salutaire sursaut culturel et structurel. Percevant cette nécessité, des projets se proposent. Les uns reprennent, sous différents aspects, les normes d'un collectivisme stérilisant et dépassé. D'autres offrent de s'engager dans la voie redoutable du culte de l'ordre pour l'ordre et de la sélection élitiste. D'autres, enfin, proposent des solutions tout aussi aventureuses, telle celle qui, fondée sur une conception mondialiste et matérialiste, condamne l'importance du cadre national et envisage d'assurer le devenir de l'humanité sur le développement de l'économie et de la technique. Quittant, à l'aube du troisième millénaire, l'ère judéo-chrétienne du Poisson pour aborder celle du Verseau, les adeptes de ce «Nouvel Age» pourraient cependant être davantage inspirés par une occulte stratégie financière au service de puissants groupes d'intérêts internationaux que par un humanisme désintéressé. De tels projets ne satisfont pas l'incontournable harmonie culturelle à laquelle notre civilisation aspire. L'Occident n'a pas encore trouvé la voie de son évolution.

L'avenir de notre pays se situe dans cet inquiétant contexte planétaire. Il appartient à un nouveau système de défense d'être capable de s'y adapter. Mais, en amont des moyens financiers, des capacités technologiques, des dotations en matériels et des effectifs opérationnels, l'obligation de consolider le socle culturel de notre société s'impose de façon prioritaire. Car nous semblons être au bord du trou noir des antivaleurs, qui a toujours englouti les civilisations décadentes.

P.-A. de F.

GAY FRÈRES
1835 GENEVE